

La face des choses se trouvait entièrement changée ; non-seulement l'armée de Silésie échappait à une destruction inévitable ; elle était encore portée de soixante mille hommes à cent mille. La perte de Soissons fut un événement décisif et la cause principale des désastres de la campagne. Le génie de Napoléon, supérieur à toutes les puissances ennemies, ne fut vaincu que par les fautes de ses généraux.

Pendant, malgré l'immense accroissement de ses forces, Blücher continue son mouvement de retraite ; Napoléon le suit, atteint, le 7, à Craonne, les russes de Wintzingerode, leur livre une bataille sanglante et les chasse de toutes leurs positions. La reprise de Soissons fut le résultat de la victoire.

Les Français sont encore une fois maîtres du cours de l'Aisne. Mais Blücher a reculé jusqu'à Laon : la montagne sur laquelle est bâtie cette ville, commande toutes les routes du Nord ; si l'on s'en empare, l'armée de Silésie sera rejetée hors du champ d'opérations, et rien n'empêchera de tenter contre la grande armée de Bohême une manœuvre décisive. L'attaque de Laon fut résolue.

L'armée des alliés était trois fois plus nombreuse que celle de Napoléon ; leur position était des plus fortes : cependant les Fran-

çais, dirigés par l'Empereur, n'hésitèrent pas. Pendant deux jours d'une lutte meurtrière, ils firent tout ce qu'on pouvait attendre de la valeur la plus obstinée. Mais le nombre de leurs adversaires, appuyés sur des positions formidables, triompha de tous leurs efforts : il fallut songer à la retraite, après avoir perdu quatre mille cinq cents hommes d'élite.

De toutes parts, il se fit une halte momentanée. Napoléon était à Soissons avec vingt mille hommes ; Blücher étendait ses cantonnements sur la rive droite de l'Aisne jusqu'à Lafère et Noyon ; Schwarzenberg, revenu à Troyers, s'était arrêté entre la Seine et l'Yonne, incertain de ce qui se passait sur l'Aisne.

Etrange et glorieux spectacle ! L'armée française, comptant à peine soixante mille hommes, disséminés de Soissons aux bords de l'Yonne, tenait en échec deux armées ennemies, fortes chacune d'environ cent vingt mille hommes, les battait l'une après l'autre et les faisait trembler toutes deux à la fois. Jamais, aux plus beaux jours de ses triomphes, Napoléon ne se montra plus grand.

Sur ces entrefaites, un corps nouvellement entré en ligne, fit recommencer les combats. Quinze mille Russes et Prussiens commandés par le général Saint-Priest, ancien émigré, étaient sortis du Luxembourg, et s'étant fait jour jusqu'à Rheims, avaient enlevé la ville.

Napoléon y courut, reprit la ville, tua quatre mille ennemis, et enleva dix canons et cent chariots de munitions. Parmi les morts était le général Saint-Priest. Mais Schwarzenberg avait appris que Rheims était occupé par les alliés ; espérant alors que le passage était fermé à l'Empereur, et ignorant l'échec de Saint-Priest, il se porta en avant. Macdonald et Oudinot, sans pouvoir l'arrêter, livrèrent de glorieux combats.

Le 16, son avant-garde était à Provins. Napoléon informé des dangers de la capitale, part de Rheims le 17, arrive à Epernay le même jour, à Fère-Champenoise le lendemain, passe l'Aube le 19 à Plancy et la Seine à Méry, et s'arrête au petit hameau de Châtres sur la route de Paris à Troyes. Son but était de manœuvrer sur les derrières de Schwarzenberg et de l'enfermer entre Paris et l'armée impériale.

Mais à peine arrivé à Châtres, il voit un fort détachement ennemi, suivi de bagages, qui s'avance tournant le dos à Paris et cou-

rant vers la Haute-Seine. Cette troupe, aussitôt enveloppée, met bas les armes. On interroge les prisonniers, et l'on apprend que Schwarzenberg, fuyant en toute hâte, vient de reporter son quartier-général à Troyes.

La terreur était au camp des souverains alliés. Ils étaient informés de la déroute de Saint-Priest et de l'arrivée prochaine de Napoléon. Déjà ils croyaient voir sur leurs talons ce terrible capitaine qui portait d'une armée à l'autre l'épouvante et la mort, et qui, dans ses courses sanglantes, avait depuis six semaines tué plus d'ennemis qu'il ne comptait de soldats dans toute son armée.

L'ordre de la retraite fut donné ; elle se fit avec tout le désordre qui accompagne les terreurs soudaines. L'empereur d'Autriche s'enfuit tout d'une traite jusqu'à Dijon ; l'empereur de Russie et le roi de Prusse se crurent bien hardis en s'arrêtant à quelques lieues au-delà de Troyes.

Mais durant cette marche rétrograde, le czar exprima toute l'anxiété que lui causait une lutte où tant de forces étaient impuissantes contre le génie d'un seul homme, s'écriant à plusieurs reprises que « la moitié de sa tête en blanchirait. »

Napoléon, informé de la retraite de Schwarzenberg, se mit à sa poursuite ; mais trop faible pour l'attaquer de front, il résolut de manœuvrer sur ses flancs et de se jeter dans l'intervalle de ses colonnes. Dans la nuit du 19 au 20, il revient sur ses pas, franchit de nouveau les ponts de Méry et de Plancy, et remonte la rive droite de l'Aube. Le 20, à midi, il se trouvait devant Arcis. La route qu'il suivait est séparée de la ville par l'Aube, et liée à la ville par un pont.

A travers ce pont et la ville court la route de Troyes à Châlons. Au moment où Napoléon traversait perpendiculairement cette dernière route, il aperçut de loin dans la direction de Troyes un corps de troupes qui s'avançait vers Arcis : il ordonne une reconnaissance ; ses éclaireurs franchissant le pont et la ville, se trouvent bientôt aux prises avec les détachements les plus avancés.

Napoléon les fait appuyer ; des renforts arrivent à l'ennemi ; les colonnes s'épaississent ; de formidables batteries se déploient ; des lignes immenses et profondes s'étendent dans la plaine : c'était l'armée en-

tière de Schwarzenberg. Disons les motifs de cette rencontre inattendue.

Découragés par tant d'efforts inutiles, honteux de tant de fuites successives, les chefs alliés réunis à Troyes, avaient tenu un conseil de guerre. Schwarzenberg et le roi de Prusse voulaient reporter le quartier-général au delà de la Seine et l'Aube.

C'était reculer encore. Alexandre s'y opposa. Tous les revers, selon lui, venaient de la séparation des deux armées ; toutes les opérations par conséquent devaient tendre à les réunir : il fallait donc rallier Blücher, et marcher sur Paris en une seule masse que rien ne pourrait arrêter.

Cet avis fut adopté ; des courriers furent envoyés à Blücher pour lui ordonner de concentrer toutes ses forces à Châlons, et Schwarzenberg avec toutes ses troupes se dirigea vers cette ville : c'est au milieu de sa marche que Napoléon venait de se heurter contre ses colonnes.

L'Empereur aussitôt presse la marche de ses bataillons, traverse au galop le pont et la ville, et ranime ses soldats qui pliaient sous le poids des masses ennemies.

La lutte fut terrible : Napoléon y prit part en mettant l'épée à la main et en se mêlant aux charges de cavalerie : enveloppé à plusieurs reprises, il combattit à la tête de son escorte et ne dut la vie qu'au dévouement et à l'énergie de ses officiers.

Il semblait se plaisir à braver les plus grands dangers. Au moment où la garde se forme en carrés, un obus tombe à quelques pas de l'Empereur et vient rouler en sifflant devant la ligne des grenadiers.

La vue de ce projectile menaçant cause une certaine fluctuation dans les rangs les plus rapprochés ; Napoléon s'en aperçoit, lance son cheval sur l'obus, et demande froidement d'où vient chez des soldats éprouvés cette hésitation inaccoutumée. Il parlait encore, lorsque l'obus éclate ; un nuage épais de poussière et de fumée enveloppe l'Empereur ; on le croit perdu ; quand la fumée se dissipe, on revoit Napoléon le front calme, debout à côté de son cheval déchiré en lambeaux. Avec un tel homme et de tels exemples, les soldats pouvaient croire aux miracles.

Le combat dura tout le jour sans que les ennemis parvinssent à se rendre maîtres du champ de bataille ; il recommença le lendemain et Napoléon put faire sa retraite, après avoir incendié les ponts derrière lui. Toutefois, il ne peut plus empêcher la réunion des deux armées alliées, il ne peut plus leur fermer les avenues de la capitale. Alors, il conçoit un plan audacieux qui doit tout réparer, et anéantir la coalition au sein de sa conquête.

CHAPITRE L.

Capitulation de Paris.

Toutes les nouvelles que l'Empereur avait reçues des départements compris entre la Haute-Marne et le Rhin, lui annonçaient que les habitants de la Lorraine et de l'Alsace, pleins de zèle pour la cause nationale, étaient partout en armes, attaquant les détachements ennemis, enlevant les convois, et causant aux alliés des pertes considérables.

Les deux mouvements de retraite de Schwarzenberg avaient refoulé plusieurs de ses corps jusque dans les Vosges. A la vue de cette marche rétrograde qui présageait le succès de Napoléon, les habitants des montagnes s'étaient levés en masse et avaient sur toutes les routes attaqué l'ennemi non sans succès.

A Bar-sur-Ornain, département de la Meuse, des paysans avaient dispersé un régiment russe ; d'autres avaient poursuivi jusqu'à BÉFORT le parc général d'artillerie de Schwarzenberg et les gros bagages, fuyant après le retour de Laon ; quelques autres avaient fait prisonniers plusieurs officiers d'état major et des agents diplomatiques.

Parmi les captifs se trouvaient Weissenberg, ambassadeur d'Autriche en Angleterre, le général Suédois de Brandt, Tolstoy, Markoff, officiers russes ; enfin Vitrolles, agent royaliste envoyé par Talleyrand auprès des souverains alliés. Mais ce dernier, se faisant passer pour domestique, réussit à s'échapper.

Ces événements apprirent à Napoléon qu'il avait d'autres ressources que celles des batailles régulières. A vrai dire, c'était son unique ressource, celle qu'il aurait dû mettre avant toutes les autres ; car le peuple seul, en ces jours d'infortune, ne séparait pas la cause de l'Empereur de celle de la patrie, et le peuple seul était assez fort pour triompher de l'invasion. De funestes préjugés empêchèrent longtemps Napoléon de soulever le formidable levier de l'insurrection populaire.

Lorsqu'il s'y résolut, il était déjà trop tard. Le 5 mars, trois jours seulement avant la bataille de Laon, un décret daté de Fismes, faisait un appel à l'énergie et au patriotisme des masses, et le peu qu'elles eurent le temps de faire, montre ce qu'elles auraient fait, si l'on se fut plus tôt appuyé sur elles.

« Dans cette campagne sacrée, dit le colonel Fabvier, où chacun défendait le sol qui l'avait vu naître, chaque jour voyait des scènes cruelles on attendrissantes : tantôt, malgré nos efforts, il fallait abandonner aux barbares nos villes, nos villages et leurs habitants ; d'autres fois, nous y rentrions en vainqueurs, et alors, malgré les pillages et les incendies, ces nobles paysans venaient nous offrir leurs dernières ressources. Souvent on voyait, du milieu d'épaisses forêts, s'élever des colonnes de fumée : c'étaient des vivres qui cuisaient pour nous ; on les apportait à la faveur de la nuit, à travers mille périls à nos colonnes harassées. Habitants des campagnes, vous êtes la partie la plus vénérable du peuple français. »

Enfin Napoléon se décidait à donner à la guerre un caractère national. Appuyé sur la Lorraine et l'Alsace, soulevant les populations, organisant des corps de partisans maître de toutes les routes de l'Allemagne il séparait les coalisés de leurs pays et de leurs renforts, et jetait sur leurs flancs et sur leurs derrières une armée nationale de cinq cent mille hommes, soutenue par l'armée régulière qu'il conduisait en personne.

Si, dans cette position, les alliés poursuivaient leur marche sur Paris, ils couraient risque d'être écrasés entre la capitale et les po-

pulations insurgées ; en supposant même qu'ils réussissent à s'y établir, la capitale pouvait devenir leur tombeau.

Tels étaient les projets qui occupaient l'Empereur, lorsque, le 23 mars, il fut rejoint à Saint-Dizier par le duc de Vicence. Après une foule de notes de protocoles de discussions et de protestations hypocrites les coalisés voyant les deux armées sur le point de se réunir à Châlons, et se croyant désormais sûrs du succès, coupèrent court à toutes les négociations, et ordonnèrent la dissolution du congrès de Châtillon.

Caulaincourt, congédié le 19, venait annoncer à l'Empereur une rupture définitive. Celui-ci n'en fut que médiocrement ému : il n'avait rien attendu de ces vaines conférences ; tout son espoir était dans les combats.

Mais autour de lui, il n'en fut pas de même. Les chefs militaires qu'il avait chargés d'honneurs et de richesses, voulaient le repos : anoblis et affaiblis par les guerres heureuses, il n'avaient plus assez d'énergie pour la guerre désespérée, la guerre sans relâche, sans ressource et pour eux sans issue.

Au retour du duc de Vicence, ils éclatent en murmures et leurs plaintes se manifestent en termes peu mesurés. Mieux que tout le reste, cette révolte de vassaux titrés démontre à Napoléon combien est chancelante sa destinée.

Il les écoute néanmoins avec calme, sans s'étonner, sans se plaindre de leur changement d'attitude, et discute leurs arguments. Mais que sert la discussion avec des hommes épouvantés ? Les raisons même qu'il fait valoir ajoutent à leurs terreurs. « Je suis plus près, dit-il, de Munich, que les alliés de Paris. »

Ces mots révèlent chez lui une audace nouvelle, une inspiration soudaine qui peut changer toute la face de la guerre : il congédie ses lieutenants, pour suivre en silence tous les développements de sa hardie conception.

Pendant toute la nuit, il consulte ses cartes, prépare ses combinaisons, calcule ses chances : c'en est fait ; il se décide à frapper un grand coup qui portera la terreur au sein de la coalition. Pendant que l'ennemi s'avance sur Paris, lui, il va marcher droit au Rhin, soulevant toutes les populations sur son passage, réunissant à son armée les garnisons françaises répandues entre le Rhin et la Meuse.

De l'autre côté du Rhin 60 à 70,000 combattants enfermés dans les

places du Haut-Wéser et de l'Elbe se rallieront à lui : rien ne pourra plus arrêter ses pas victorieux. Derrière lui, l'insurrection des départements de l'Est et du centre tiendra les coalisés enfermés dans Paris et la prise de Vienne et Berlin compensera l'occupation momentanée de la capitale.

Cette grande décision souriait à son génie, et pouvait avoir des résultats incalculables. Mais, le matin venu, il se trouva de nouveau en face des découragements d'état-major : on venait d'apprendre la marche des armées réunies sur Paris et les murmures redoublaient parmi les grands lieutenants.

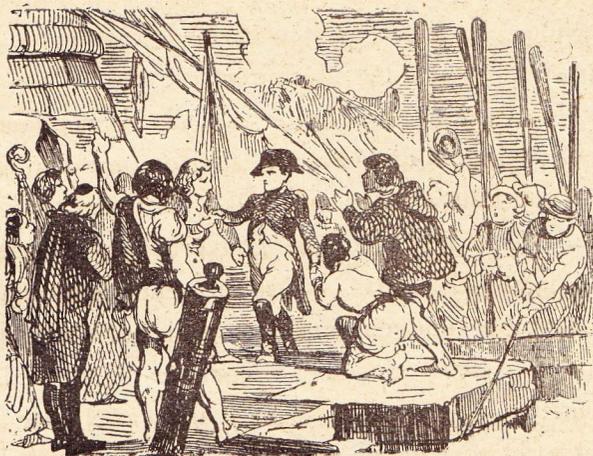
A Paris étaient leurs familles, leurs hôtels somptueux et peut-être les secrètes espérances d'une autre fortune. Ailleurs peuvent être les intérêts de la France ; mais c'est à Paris que sont leurs intérêts à eux ; c'est vers Paris qu'il faut marcher.

Pendant un jour et une nuit, Napoléon lutta contre de lâches obsessions, contre de violentes réclamations : il céda enfin, croyant céder à l'opinion générale, puisqu'il s'était accoutumé à voir l'opinion dans les avis intéressés de ceux qui l'entouraient. Triste châtiment d'une politique égarée !

Cette fameuse aristocratie, qui devait être le complément du système impérial, n'a souci que d'elle-même, et lorsqu'elle voit chanceler le trône qu'elle devait soutenir, c'est elle qui lui porte les coups décisifs pour le faire crouler à jamais ! Ah ! si, dans ces jours difficiles, Napoléon eût recueilli les suffrages de ses braves soldats, des généreux paysans, enrôlés volontaires dans la guerre nationale, il aurait compris où était sa véritable puissance, où était son véritable appui.

Le peuple seul l'avait fait grand, le peuple seul pouvait le sauver. S'il eût consulté les bivouacs au lieu de consulter sa maison militaire, il aurait rencontré, au lieu de murmures, des acclamations, au lieu de la peur, l'enthousiasme, et laissant en arrière ses maréchaux, il n'eût pas hésité à franchir le Rhin malgré eux et sans eux.

Il y avait d'ailleurs une autre raison de ne point céder : c'est qu'il était trop tard pour devancer les alliés à Paris. Se fiant toutefois sur son activité accoutumée, et sur la pesanteur de marche d'une armée aussi nombreuse que celle des coalisés, il partit de Saint-Dizier dans la matinée du 28 mars. Deux jours seulement de résistance dans la capitale lui donneront le temps d'arriver et de la sauver.



C'est par la Marne que s'avancent les alliés ; la route de la Seine est libre ; l'armée impériale accourt par là. Le 29, parvenu à Doulen-court, l'Empereur dépêche un de ses aides-de-camp, le général Dejean, à Joseph, pour lui annoncer son retour, et lui enjoindre de tenir jusqu'à son arrivée.

Le 30 il marche avec son armée jusqu'à Ville-neuve-sur-Vannes, puis se jette dans une cariole d'osier, court toute la journée et arrive vers dix heures du soir, à Fromenteau, à cinq lieues de Paris. Devant la maison de poste, il voit stationner des groupes de soldats accablés de fatigue ; il les interroge ; le général Belliard accourt et lui annonce que c'est l'avant-garde de Mortier qui évacue la capitale. Paris, attaqué le matin, a capitulé !

Il est essentiel de revenir un instant sur nos pas et de suivre dans leur marche et leur dénouement de ténébreuses intrigues qui devaient avoir sur le cours des choses une influence désastreuse.

Pendant que l'Empereur luttait avec tant d'énergie et de gloire contre les armées envahissantes, il se passait dans l'intérieur de la capitale des événements qui faisaient aucun bruit, mais qui devaient avoir plus de résultats que les actions éclatantes des champs de bataille.

Certains fonctionnaires publics qui s'étaient attachés à la fortune de Napoléon et pas à sa personne, qui, ayant retiré d'immenses avantages de la conspiration de brumaire, croyaient que de conspirer encore, il résulterait pour eux de nouveaux profits, n'avaient pas cessé

depuis quelques années de miner sourdement le pouvoir impérial, épiant les occasions de trahir avec sécurité, provoquant les mécontentements et appelant à eux les mécontents.

A la tête de ces intrigues, nous avons constamment rencontré Talleyrand et Fouché. Napoléon, qui fut toujours indulgent pour eux, les connaissait pourtant si bien que, dans la campagne de 1813, Fouché fut appelé à Dresde et nommé gouverneur d'Illyrie, sans autre but que de l'éloigner de Paris, où sa présence était dangereuse.

Et cependant, par une contradiction qui ne s'explique que par un trop facile oubli des trahisons, à quelques mois de là, l'Empereur confiait à ce même homme la mission d'aller à Naples consolider la fidélité chancelante de Murat.

Mais si, en 1814, Fouché n'était pas à Paris, la place était activement occupée par son rival en intrigues, Talleyrand. Il avait bien été question de l'arrêter, ou au moins de l'éloigner de la capitale au moment où l'Empereur allait partir pour l'armée ; de fidèles conseillers insistaient fortement sur cette mesure de précaution.

Mais Napoléon recula devant un acte qui aurait ressemblé à de la violence, quoiqu'il sentit lui-même combien il eût été légitime. Talleyrand sut largement profiter de cette fatale indulgence.

A peine l'Empereur fut-il parti, que le vice-grand-électeur se mit aussi en campagne. Son salon devint le rendez-vous d'une coalition intérieure qui se mit bientôt en rapport avec la coalition extérieure.

Les étrangers eurent des représentants à Paris, et les conspirateurs eurent des envoyés secrets au Congrès de Châtillon. Talleyrand était le correspondant de Nesselrode et Metternich.

Ses affidés les plus intimes étaient Dalberg, duc de la création de l'Empereur, et doté par lui de quatre millions ; le marquis de Jaucourt, qui n'avait rien à reprocher à Napoléon que de l'avoir fait sénateur ; l'abbé de Pradt, élevé par l'Empereur à la première dignité de l'épiscopat, et le baron de Vitrolles qui, n'ayant pu, malgré ses efforts, faire son chemin sous l'Empire, se faisait le champion ardent des Bourbons oubliés.

Puis venaient les ambitieux subalternes, les hommes disgraciés par l'Empereur, les affairés de bas étage, les corrompus de tous les régimes, et tous ces courtiers d'intrigue que l'on rencontre la veille des changements.

Talleyrand ne tenait pas beaucoup à rappeler les Bourbons ; mais il avait fort à cœur de renverser Napoléon. Une régence eût été selon ses vœux, parce qu'alors il devenait le personnage le plus important de l'État.

Sans aucune résolution bien déterminée pour l'avenir, il ne s'occupait que d'une chose, détruire le présent, et cette seule chose l'unissait étroitement aux alliés. Aussi ces derniers étaient-ils mieux informés de tout ce qui se passait à Paris que l'Empereur lui-même ; plusieurs de leurs mouvements même, et des plus importants, leur furent dictés par des avis venus de la capitale.

Après la bataille d'Arcis-sur-Aube, au moment où les deux armées coalisées se réunissaient, les chefs alliés, inquiets de savoir Napoléon derrière eux, agitèrent longuement la question d'une retraite générale sur le Rhin.

Le généralissime Schwarzenberg et le roi de Prusse avaient adopté cet avis ; Alexandre le combattait fortement, lorsque se présenta au quartier-général un messenger de Talleyrand, porteur d'un billet ainsi conçu : « Vous pouvez tout, et vous n'osez rien : osez donc une fois. » On leur donnait en outre l'assurance que Paris n'était pas en état suffisant de défense, qu'il ne serait pas défendu.

Cette communication fit cesser toutes les hésitations : on décida d'un commun accord que les deux armées se porteraient sur la capitale à marches forcées. C'était le 24 mars.

Les mouvements de masses si formidables ne pouvaient être arrêtés par les faibles troupes placées sur leur passage. Cependant, à Fère-Champenoise, Marmont et Mortier tentèrent de lutter : le premier n'avait que trois mille cinq cents hommes d'infanterie et quinze cents chevaux ; le second commandait à six ou sept mille hommes.

Attaqués par la cavalerie, qui comptait vingt-six mille quatre cents combattants, et mitraillés par soixante bouches à feu, ils allaient être écrasés, lorsqu'une diversion vint les dégager. Deux divisions de gardes nationaux mobilisés, commandées par les généraux Pauthod et Amey, conduisant un convoi assez considérable d'artillerie, cherchaient à rejoindre les deux maréchaux.

Attirées par le bruit du canon, elles se dirigèrent vers Fère-Champenoise ; mais au lieu de rencontrer les troupes françaises, elles donnèrent au milieu des réserves russes. Aussitôt les ennemis se retour-

nèrent sur les nouveaux arrivants : presque tous des paysans récemment sortis de leurs villages.

Cependant ils acceptèrent le combat avec un courage héroïque. Formés en carrés par régiments, dans une plaine où aucun accident de terrain ne pouvait les protéger, ils reçurent les charges de cavalerie sans être ébranlés.

A chaque instant de nouveaux ennemis accouraient. Bientôt entourés par les quatre corps des généraux Pahlen, Wassiltchikoff, Korff et du grand-duc Constantin, foudroyés par près de cent pièces d'artillerie, chargés par des masses énormes de cavalerie, ils luttèrent en désespérés. Vainement les généraux russes, vainement Alexandre lui-même, ému de tant de courage, leur crient de se rendre ; ils veulent mourir à leur poste.

Sur dix mille qu'ils étaient, à peine mille hommes échappèrent. Le général Delort, commandant une des brigades de la division Parcthod, dit dans un rapport adressé au ministre de la guerre :

« Je ne saurais trouver d'expression pour caractériser la bravoure des gardes nationales sous mes ordres ; les épithètes de brave et d'héroïque dont tout le monde s'honore, sont sans valeur et sans force pour donner une idée juste et précise de leur conduite. »

Les jours suivants, Marmont et Mortier reculèrent en combattant sans cesse. Le 28, les alliés entraient dans Meaux.

A cette nouvelle, Joseph convoqua aux Tuileries le conseil de régence. L'Impératrice, le roi de Rome, le conseil de régence devaient ils rester à Paris ou se retirer à Blois ? Telle fut la question posée. Cambacérès et le duc de Feltre, inspirés par la peur, insistaient fortement pour le départ. C'était aussi l'avis de Joseph.

Talleyrand, qui ne voulait pas quitter Paris, s'y opposa vivement, et ses arguments étaient sur le point d'entraîner la majorité, lorsque Joseph produisit une lettre de l'Empereur, qui se terminait par ces mots :

« Ne quittez pas mon fils, et rappelez-vous que je préférerais le savoir dans la Seine plutôt qu'entre les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire. »

Cette lettre avait deux mois de date et avait été écrite pour d'autres circonstances ; mais parmi ces hauts fonctionnaires, on avait tel-

lement l'habitude d'obéir à la voix du maître, et les peureux étaient tellement aises d'avoir pour leur opinion un appui officiel, que le départ fut décidé.

Le lendemain 29, Marie-Louise, le roi de Rome, les membres du conseil de régence, les caissons de la liste civile, contenant les diamants de la couronne et le trésor, sortaient de la barrière de Passy à onze heures, au moment même où Mortier et Marmont, battant en retraite, arrivaient par le pont de Charenton, et que l'avant garde des coalisés débouchait de la forêt de Bondy.

Talleyrand avait pris ses dispositions pour rester. S'étant présenté à la barrière sans passeport, il rentra promptement en ville sur la première observation qui lui fut faite, et revint à son hôtel. Les alliés étaient aux portes : sa présence était plus que jamais nécessaire.

En provoquant le départ du conseil de régence, Joseph prenait sur lui seul toute la responsabilité du gouvernement ; seul il se trouvait chargé de la défense de la capitale.

Il avait, pour le seconder, Clarke, duc de Feltre, ministre de la guerre, et Savary, duc de Rovigo, ministre de la police. Mais Clarke, désespérant déjà du succès, songeait plutôt à mériter l'indulgence des souverains alliés, qu'à leur opposer une résistance qui pouvait le compromettre.

Savary était sincère et fidèle ; mais accoutumé à recevoir toutes les impulsions de l'Empereur, il restait sans initiative et sans résolution, plus occupé de ne rien faire qui pût déplaire à Napoléon, que de faire quelque chose qui pût sauver la capitale. Au moment où l'on annonçait l'arrivée de l'ennemi, Réal conseilla au duc de Rovigo de publier immédiatement une ordonnance enjoignant aux Parisiens de dépaver les rues, d'en porter les pierres aux étages supérieurs des maisons, de les jeter sur l'ennemi quand il entrerait, et de faire feu de toutes les croisées.

« Mais ce serait un moyen révolutionnaire ! s'écria Savary effrayé ; je ne l'emploierai certes pas. Que dirait l'Empereur ? »

Ainsi la fidélité sans intelligence se faisait l'auxiliaire de la trahison.

Enfin Joseph, caractère incertain et irrésolu, sans influence et sans autorité, même dans les temps ordinaires, était tout-à-fait au-dessous des circonstances difficiles où il se trouvait placé.

Aussi, jamais ne fut donné plus triste exemple d'inertie et d'incapacité que dans ces jours où il était besoin d'une énergie exceptionnelle ; car, malgré les immenses forces de l'ennemi, la position était loin d'être désespérée, les moyens de défense étaient loin de manquer.

On comptait quatre cents pièces d'artillerie de gros calibre, suffisamment approvisionnées soit à Vincennes, soit à l'école militaire ou au Champ-de-Mars, soit au dépôt central : elles restèrent dans leurs parcs, sauf quelques pièces placées aux barrières du nord et sur deux ou trois points des hauteurs.

Vingt mille fusils existaient dans le dépôt ; ils demeurèrent suspendus aux rateliers.

Sept à huit mille hommes appartenant aux dépôts de la garde impériale ou de la ligne, étaient casernés à Paris ; on en fit sortir quatre mille pour servir d'escorte à l'Impératrice.

Six à sept mille soldats de cavalerie, démontés, étaient à Versailles ou aux environs ; on les y laissa, quoiqu'une députation d'officiers de ces corps fût venue solliciter de Clarke la faveur de concourir à la défense de la capitale.

Dix-huit mille conscrits ou soldats de dépôt étaient casernés à Saint-Denis, à Courbevoje et dans d'autres villages voisins de Paris : ils y furent oubliés.

Deux mille officiers sans emploi vinrent offrir leurs services au ministre de la guerre : il les repoussa : ils étaient accusés de sentiments républicains.

Quinze à vingt mille ouvriers, tous anciens soldats, étaient prêts à répondre au premier appel : on n'en tint pas compte.

Douze mille gardes nationaux, organisés au mois de janvier, se présentaient pleins de bonne volonté ; mais la plupart avaient été désarmés au mois de février, sous prétexte que leurs fusils étaient nécessaires pour armer les troupes de ligne. Quelques-uns s'étaient pourvu de fusils de chasse, d'autres de fusils de prisonniers russes, autrichiens et prussiens ; plusieurs compagnies n'étaient armées que de piques distribuées dans les mairies, et encore, chose incroyable, pour recevoir une pique, il fallait déposer préalablement, ici 10, là 20 fr.

Enfin, tous les ouvriers des faubourgs, frémissant d'impatience

et pleins d'une ardeur guerrière, demandaient avec instance qu'on les menât à l'ennemi ; mais on avait plus peur d'eux que des alliés.

Il est certain qu'en moins de vingt-quatre heures on aurait pu réunir près de cent mille combattants pour la défense de Paris. On ne fit rien et l'on empêcha de faire. Il est difficile de rencontrer réunies plus de sottise et d'imprévoyance.

Ajoutons que les seules troupes qui, dans ce moment, protégeaient la capitale, c'est-à-dire les faibles corps de Marmont et Mortier, ne s'y trouvaient que par hasard. Ces deux maréchaux, en effet, avaient ordre de rejoindre l'Empereur, et la rencontre de l'ennemi les en avait seule empêchés ; la défaite de Fère-Champenoise les avait, malgré eux, rejetés sur la capitale. Ainsi, c'est la malheureuse issue d'un combat inégal qui envoie quelques défenseurs à Paris ; sans cet accident, les alliés, pour y entrer, n'eussent pas eu à tirer un seul coup de fusil.

Et encore ces troupes qui accouraient à la défense de la capitale, harassées de fatigue, accablées de privations, furent elles complètement négligées par les autorités. Les soldats étaient sans pain, et plusieurs d'entr'eux sans souliers. Marmont dut se rendre en personne au ministère de la guerre, afin de demander des vivres pour les hommes, du fourrage pour les chevaux. Clarke fut invisible ; ni prières, ni menaces ne réussirent. Marmont dut se contenter de laisser une lettre que le duc de Feltre ne lut que vingt-quatre heures après. Le lendemain, plus de trois cents hommes combattirent pieds nus.

Ajoutons enfin, pour donner une mesure de la prévoyance du gouvernement disloqué de Paris, que la position importante de Mont-Martre n'était défendue que par quelques détachements de cavalerie, un bataillon de sapeurs-pompiers, et environ cent-cinquante gardes nationaux. Et il y avait deux cents pièces de canon inutiles dans le Champ-de-Mars !

Voilà comment il était pourvu à la défense de la capitale lorsque deux cent mille ennemis étaient aux portes.

Les deux maréchaux n'avaient sous leurs ordres que 13000 hommes. Marmont couvrait les approches depuis le faubourg de la Villette jusqu'à Charenton ; Mortier défendait toute la ligne enfermée entre le faubourg de La Chapelle et Neuilly. Quelques centaines de gardes nationaux, deux cent seize élèves de l'école polytechnique, quelques



30 mars 1814 Défense de Paris. La Barrière de Clichy [d'Après Horace Verrat]

détachements d'artilleurs de la garde, de la marine et des invalides, trois ou quatre mille soldats de toutes armes, des convalescents, des blessés, voilà tout ce que le hasard, plutôt que la prévoyance, avait réuni pour arrêter l'ennemi.

Pendant ce qui se fit avec ces moyens si incomplets démontra ce qui pouvait se faire.

Le principal effort de l'ennemi se porta du côté défendu par Marmont. Ce fut l'armée de Schwarzenberg, forte de quatre-vingt mille hommes, qui se présenta la première. Déjà, depuis la veille, maîtresse des hauteurs de Romainville, elle s'ébranla au point du jour pour occuper les hauteurs de Belleville et de Chaumont. Le duc de Raguse, avec ses huit ou neuf mille hommes, opposa une résistance héroïque. Jusqu'à midi, toutes les attaques de Schwarzenberg furent repoussées.

A cette heure, se présentait en ligne l'armée prussienne comptant cent mille hommes. Mortier, jusqu'alors sans adversaires eut à se défendre ; mais Marmont vit doubler le nombre des assaillants.

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5^e EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS